



Zancarini-Fournel (Michelle), *Les luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Paris, Zones, 2017, 996 p.

Thibault Tellier

DANS **POLITIX** 2017/2 n° 118 , PAGES 246 À 248

ÉDITIONS **DE BOECK SUPÉRIEUR**

ISSN 0295-2319

ISBN 9782807391246

DOI 10.3917/pox.118.0246

Date de mise en ligne : 18/08/2017

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politix-2017-2-page-246?lang=fr>



CAIRN · INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

ZANCARINI-FOURNEL (Michelle), *Les luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Paris, Zones, 2017, 996 p.

Par Thibaut TELLIER

Institut d'études politiques de Rennes

La récente publication de l'*Histoire mondiale de la France* dirigée par Patrick Boucheron (Le Seuil, 2017) est opportunément venue rappeler à tous que l'écriture de l'histoire nationale fait aujourd'hui l'objet de nouvelles approches et de nouveaux débats. On ne peut que s'en féliciter. C'est également le cas ici avec l'imposant ouvrage (près de mille pages) dû à Michelle Zancarini-Fournel. L'analyse transnationale n'est toutefois pas son angle d'approche privilégié. Il s'agit plutôt de redonner aux foules anonymes, à ceux traditionnellement présentés par l'Histoire comme ses éternels perdants, la véritable place qui leur revient. Ce livre constitue à cet égard une forme de synthèse des travaux menés par l'historienne durant plusieurs décennies. Spécialiste de l'histoire des femmes, directrice de la revue *Clio* dédiée aux études historiques sur le genre, M. Zancarini-Fournel a également produit un grand nombre d'études dans lesquelles elle retrace l'itinéraire de toutes sortes de révoltés qui, bien souvent, ont été vaincus par la force publique et ont sombré dans le néant de l'histoire nationale. Si les façon-neurs du grand récit national que furent chacun à leur manière Michelet et Lavisie privilégièrent les héros nationaux et les grands mouvements populaires, la présente approche historique s'inscrit dans la lignée d'Howard Zinn dont l'*Histoire populaire des États-Unis* a été publiée en 1980 (traduction française, Agone, 2002) mais surtout de l'historien britannique Edward P. Thompson dont le plaidoyer pour une « histoire par en bas », renvoyant autant à la mémoire et au pouvoir, ainsi qu'à « tout ce que nous avons oublié ou qu'on nous a fait oublier », inspire directement l'auteure (p. 11).

Le titre même de l'ouvrage, « les luttes et les rêves », emprunté à un poème de Victor Hugo tiré des *Contemplations*, invite à explorer de manière parfois exaltée, un continent historique sous-exploré, celui des aspirations politiques et sociales des minorités et des classes populaires. Adoptant un plan chronologique, l'historienne divise son étude en six séquences bien souvent scandées par les révolutions, la première démar-rant en 1685 et la dernière s'achevant en 2005. Peut-on pourtant tirer une sorte de fil d'Ariane entre ces deux dates extrêmement éloignées ? À en croire l'auteure, cela est tout à fait possible dans la mesure où il s'agit d'écrire, « une histoire populaire des dominé.e.s, une *histoire située* des subalternes qui s'appuie autant que possible sur leur expérience, telle que l'on peut la reconstituer, tout en étant attentive aux cadres sociaux, c'est-à-dire aux contraintes qui ont pesé sur elles et sur eux » (p. 11). C'est d'ailleurs pour cette raison que le récit commence en 1685 avec un double événe-ment appelé à façonner le destin de certaines minorités tant religieuses qu'ethniques : à savoir, d'une part, l'adoption du *Code noir* qui, pour la première fois, fonde juridi-quement l'esclavage, et d'autre part, la signature de l'édit de Fontainebleau qui exclut officiellement les protestants de la communauté nationale. Quant à 2005, ce choix est motivé selon l'historienne par l'inscription durable au plan national des émeutes urbaines, signifiant ainsi « le caractère post-colonial d'une histoire nationale ».

Dès lors, le livre s'articule autour de ces figures sans noms qui ont été réprimées soit pour la couleur de leur peau, soit pour leurs convictions religieuses et/ou poli-tiques. L'intérêt du récit consiste effectivement à resituer dans l'histoire nationale des épisodes quelque peu oubliés et qui n'en représentent pas moins les tensions sociales ainsi que les passions politiques qui caractérisent l'époque contemporaine. Replacer

ces moments dans la longue durée permet aussi de mieux caractériser ce qui fait la spécificité politique de notre pays encore aujourd'hui, notamment vu de l'étranger. Le cas colonial est de ce point de vue caractéristique. Une fois l'esclavage aboli définitivement en 1848, les derniers se retrouvent versés dans une catégorie au statut mal défini, celui de l'indigénat. Par cette appartenance indifférenciée, ils sont *de facto* exclus de la citoyenneté française et donc de la communauté politique qui se construit à l'époque en métropole. Cette catégorie qui restera en vigueur jusqu'à la décolonisation caractériserait aussi notre manière de penser le rapport à l'autre, dans un statut d'altérité basé sur l'infériorité informelle. Pour M. Zancarini-Fournel, le traitement sécuritaire des émeutes urbaines de 2005 s'explique également par cet impensé post-colonial dans la mesure où les habitants des cités visés sont aussi considérés comme des descendants des populations colonisées. Le débat récent sur l'héritage colonial confirme qu'il s'agit bel et bien d'un « passé qui ne passe pas » et que le rappel de cette histoire mal établie ne peut que nourrir le regard distancié nécessaire à l'appréhension rationnelle de ce qui constitue encore aujourd'hui notre mémoire commune.

De même, l'historienne propose une lecture détaillée sur la longue durée des mouvements d'émancipation féminine. Elle montre que si le moment de la Révolution constitue effectivement un épisode clé, il n'en est pas moins porteur d'une certaine ambiguïté. S'il est désormais possible pour les femmes de s'exprimer, l'entrée dans l'espace public continue à leur être refusée au nom de l'ordre politique sexué. Au moment de l'assassinat de Marat par Charlotte Corday, le gouvernement conclura à ce sujet que « cette femme s'était jetée absolument hors de son sexe » (p. 139). Dans la foulée, le travestissement des femmes en hommes sera considéré comme un crime, la peur étant de les voir armées. Mais contrairement aux colonisés, qui auront quelque peu tendance à se perdre dans les méandres de l'organisation bureaucratique, le combat des femmes apparaît sans aucun doute comme celui qui embrasse l'ensemble de la période étudiée par l'historienne. Loin d'apparaître comme des victimes de l'ordre à la fois social et politique, ces dernières sont dépeintes comme des militantes actives qui n'entendent nullement se soumettre malgré les nombreux obstacles à la fois juridiques et politiques qui se dressent devant elles. L'ouvrage tire également sa force du fait que ces combattant(e)s ne sont pas seulement appréhendé(e)s du point de vue de la grandeur de leurs luttes, mais également de leur capacité à s'auto-organiser. On regrettera toutefois que certaines formes de mobilisations collectives comme le mouvement coopératif ou bien le syndicalisme résidentiel n'aient pas été abordées, car elles illustrent également une manière d'agir concrètement pour les classes dites populaires.

De ce point de vue, la mobilisation sociale constitue également la trame de l'ouvrage. Auteur de nombreuses études, notamment avec Xavier Vigna sur le thème important de l'insubordination ouvrière, M. Zancarini-Fournel restitue l'histoire des mouvements et des personnalités qui ont incarné, tant au XIX^e qu'au XX^e siècle, la contestation de l'ordre social établi. On y retrouve évidemment les plus connus comme celui des Canuts en 1831 – qui constitue vraisemblablement le premier mouvement de la classe ouvrière – ou bien encore celui de la Commune durant laquelle des femmes s'illustrent à l'instar de Louise Michel qualifiée de « vierge rouge » par ses détracteurs. L'une des forces du livre est précisément de mêler et de croiser différentes formes de contestation connues avec certains mouvements qui le sont moins. L'exemple de la Commune est à cet égard caractéristique. Si la capitale a bel et bien été le cœur de la révolte, d'autres soulèvements se sont également produits, à commencer par celui qui a eu lieu en Kabylie en 1871 et qui a démarré par une révolte de spahis qui refusaient d'être envoyés en métropole pour se battre. De même, c'est sous l'angle de ces mouvements d'insoumissions peu connues que l'historienne appréhende le vingtième

siècle. Ainsi, le Front populaire n'est pas ici étudié sous l'angle de la conquête politique du pouvoir, mais bien sous celui de la mobilisation des forces sociales qui accompagnèrent ce moment inédit d'exercice du pouvoir par la gauche. Par-delà la réception de la victoire, on perçoit en effet très vite la déception qui s'installe, notamment chez les femmes ainsi que chez les colonisés.

De même, l'épisode de la Libération est revisité sous l'angle de la colonisation, accordant ainsi à l'insurrection malgache de 1947 une place qu'elle n'a guère encore trouvée dans la mémoire nationale. Sur le plan social, l'expansion des Trente glorieuses donne aussi à voir toute une série de mouvements qui viennent interroger le mythe d'un âge d'or profitable à tous. La période est également propice à l'éclosion de nouvelles formes de luttes, davantage basées sur l'émancipation culturelle que sur les rapports de classe traditionnels. Il en ira ainsi de la mobilisation en faveur de la cause homosexuelle ou de la défense de celle des prisonniers. La dernière période étudiée, intitulée « Agir dans la France néolibérale et postcoloniale » entend quant à elle étudier sous le prisme de la « grande désillusion » (p. 866), la période qui suit la victoire socialiste de 1981. S'il y est largement question des révoltes urbaines, une attention soutenue est accordée aux nouvelles expressions des mouvements des « sans » et du « tous ensemble ». Qu'il s'agisse de la lutte contre le SIDA, du soutien aux sans-papiers en vue de leur régularisation, ou encore des actions lancées par la confédération paysanne, ces différentes expressions rappellent que les mobilisations de nombreux anonymes continuent à caractériser l'évolution de la France politique contemporaine. Pour autant, doit-on y voir une réaction, comme le pense l'auteure, à l'évolution « néolibérale » de la France, ou ne faut-il pas plutôt y voir une mutation en profondeur de l'expression politique et sociale de la France depuis quelques décennies ? Le débat reste ouvert. On touche d'ailleurs là à une question qui nourrit le débat actuel sur les causes profondes de la crise politique et culturelle qui frappe le pays.

L'ouvrage de M. Zancarini-Fournel fera date pour trois raisons essentielles. En premier lieu, par son érudition et sa capacité de synthèse, il donne à voir une France de l'ombre qui n'en a pas moins contribué à faire de cette dernière ce qu'elle est aujourd'hui. En deuxième lieu, par son approche volontairement orientée sur le plan idéologique et assumée comme telle, il confirme la vocation des historiens à participer aux débats actuels sur l'état de la France. Enfin, et ce n'est pas la moindre des controverses, le livre incite à développer la réflexion sur la nature même des moteurs de l'émancipation populaire. Est-ce au final le maintien en l'état des luttes et des rêves, ou plutôt la recherche de la voie réformatrice, qui en constitue l'acmé ? Plus que jamais, la question est posée.